



Lettre de veille du centre de ressources du CAFOC



L'essentiel de l'actualité de la formation professionnelle à destination des acteurs du réseau

Du 18 juin 2021 - N°73

SOMMAIRE

ACTUALITÉS	2
☛ Actualités gouvernementales liées à la crise sanitaire	2
☛ Textes législatifs parus ou à paraître	3
☛ Formation tout au long de la vie	5
Formation professionnelle	5
Certifications	7
Apprentissage, Emploi et Insertion des jeunes	8
Pédagogie et FOAD	11
Transitions collectives, transitions et reconversions professionnelles	12
Compétences	13
Actualités des OPCO	14
☛ Numérique	15
☛ Marché de l'emploi et des entreprises	15
Pôle Emploi	16
Télétravail	17
Santé et qualité de vie au travail	17
Actualités des filières	17
Actualités des entreprises	18
☛ Insertion	19
Insertion des personnes éloignées de l'emploi	19
lutte contre l'illettrisme et insertion des migrants	19
Handicap	20
☛ Territoires	21
Ile-de-France	21
Quartiers prioritaires de la ville (QPV)	22
☛ Europe et international	22
☛ Education	23
EN BREF	24
LES BONNES LECTURES DU CAR	25





ACTUALITÉS

Actualités gouvernementales liées à la crise sanitaire

Soutien à l'activité, apprentissage : ce que prévoit le premier PLFR pour 2021

Le 1^{er} PLFR pour 2021 a été adopté en Conseil des ministres le 2 juin. Ce budget rectificatif prévoit l'ouverture de 14 Md€ de crédits supplémentaires pour financer le coût accru des mesures exceptionnelles de soutien à l'activité depuis le vote de loi de finances initiale fin décembre dernier. Les ressources dédiées à l'activité partielle de droit commun sont augmentées de 7,7 Md€ quand celles prévues pour l'APLD sont diminuées de 3,7 Md€, dégageant ainsi des marges de manœuvre pour **financer la prolongation des aides à l'apprentissage (+2,6 Md€).**

aefinfo.fr, 02/06/2021

Le gouvernement lance la concertation avec les partenaires sociaux sur l'accompagnement de la sortie de crise

Lancé dans le cadre de la conférence du dialogue social de mi-mars, **le groupe de travail sur la sortie de crise entame la 2^{ème} phase de ces travaux.** Après les décisions prises pour sortir progressivement des aides d'urgence, gouvernement et partenaires sociaux commencent à **réfléchir sur les moyens d'accompagner à moyen terme les entreprises en difficulté.** À l'issue d'une réunion tenue le 7 juin, patronat et syndicats doivent faire des propositions notamment sur des **évolutions du dispositif "Transitions collectives"** et les outils de **revitalisation des territoires.**

aefinfo.fr, 08/06/2021

Le Conseil constitutionnel valide le "pass sanitaire"

Le Conseil constitutionnel a donné, le 31 mai, son feu vert au "pass sanitaire", qui sera nécessaire pour accéder "à certains lieux, établissements ou événements impliquant des grands rassemblements de personnes pour des activités de loisirs ou des foires ou salons professionnels". Il a en effet validé plusieurs dispositions de la loi relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, sur lesquelles il avait été saisi par plus de 60 députés opposés à ce dispositif. **Dès le 9 juin, le "pass sanitaire" est exigé pour certains rassemblements et déplacements en France.**

aefinfo.fr, 01 et 09/06/2021

Covid-19 : le port du masque à l'extérieur n'est plus obligatoire en France

Pour la 1^{ère} fois depuis 9 mois, les Français pourront sortir librement de chez eux. **Le couvre-feu sera levé dès dimanche 20 juin, et l'obligation de porter le masque à l'extérieur dès jeudi 17 juin, a annoncé le premier ministre, Jean Castex, mercredi 16 juin, à l'issue du conseil des ministres.** Dehors, le masque devra être porté partout où la distanciation sociale ne peut pas être respectée.

Voir aussi : [Restaurants, télétravail, couvre-feu : ce qui est autorisé, restreint ou interdit en France à partir du 9 juin](#)

Le Monde, 09 et 17/06/2021

Covid19 : la vaccination des 12-18 ans

À partir du 15 juin 2021, les adolescents âgés de 12 à 18 ans pourront se faire vacciner contre la covid19. La démarche de se faire vacciner reste un choix personnel, dans le respect de l'autorité parentale pour les mineurs. **Jean-Michel Blanquer** estime "éminemment souhaitable" que cette classe d'âge se fasse vacciner. Des messages en ce sens seront relayés aux élèves et à leurs familles. "À ce stade", il s'agit toujours de l'incitation et non d'une obligation. Le protocole sanitaire de la rentrée sera élaboré "les premiers jours de juillet", à partir notamment des retours d'expérience de l'année en cours.

education.gouv.fr et aefinfo.fr, 17/06/2021



👉 Textes législatifs parus ou à paraître

Le projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire est définitivement adopté

[Le projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#) est définitivement adopté par le Parlement. Outre les dispositions sur la gestion par les pouvoirs publics de la sortie de crise, ce texte prolonge jusqu'à fin septembre certaines mesures d'urgence dérogatoires et habilite le gouvernement à procéder par ordonnance sur des sujets tels que l'activité partielle, l'APLD et l'indemnisation chômage des intermittents du spectacle.

aefinfo.fr, 28/05/2021

Les informations que doivent transmettre les certificateurs au système d'information du CPF sont précisées

[Un arrêté du 21 mai](#), publié au JO du 9 juin 2021, **précise les données qui doivent être transmises au système d'information du CPF par les organismes certificateurs**. Ces données concernent à la fois les certifications professionnelles et l'identification des personnes qui les obtiennent. Ce texte précise également les modalités de transmissions de ces données qui devront être transmises par les certificateurs au SI-CPF à compter du 1^{er} juillet 2021 "par voie dématérialisée selon un cadre de référence de transmission" publié sur "Mon Compte Formation".

aefinfo.fr, 09/06/2021

Le décret renforçant les prérogatives des missions locales sur la Garantie jeunes est publié au JO

[Le décret n°2021-664](#) du 26 mai 2021 et publié au JO le 28 mai "**ouvre aux missions locales la possibilité de moduler la durée, entre 9 et 12 mois, du parcours en Garantie jeunes et de la prolonger ensuite sans décision de la commission locale**". D'une manière générale, l'objectif de ce texte est de laisser davantage de place à l'appréciation des conseillers des missions locales dans la gestion de ce dispositif d'accompagnement intensif, qui comprend une allocation mensuelle, destinée aux jeunes Neet âgés de 16 à 25 ans. Ce texte permet également aux missions locales "de prendre des décisions d'admission à titre dérogatoire sous certaines conditions".

aefinfo.fr et travail-emploi.gouv.fr, 28/05/2021 ([Lien vers le communiqué de presse du ministère du travail](#))

Les jeunes en accompagnement intensif par Cap emploi ont droit à une aide financière, comme ceux en AIJ

Les jeunes en accompagnement intensif par un Cap emploi pourront bénéficier de l'aide financière actuellement possible pour les jeunes bénéficiant d'un accompagnement individuel intensif par Pôle emploi ou par l'Apec. Le [décret du 11 juin 2021](#) en ce sens a été publié au JO, le 12 juin 2021.

aefinfo.fr, 14/06/2021

La rémunération des stagiaires de la formation de moins de 26 ans ayant déjà travaillé est revalorisée au 1^{er} juin

Situation personnelle, âge et catégorie de stage sont les 3 critères qui permettent déjà de définir la rémunération due aux personnes en recherche d'emploi au titre de la formation professionnelle. **Un 4^{ème} critère est introduit par le ministère du Travail à compter du 1^{er} juin 2021 : celui de l'activité salariée antérieure**. Autre nouveauté : ces 4 critères sont également ceux pris en compte pour les travailleurs non-salariés. Ces décisions figurent dans [le décret en Conseil d'État n°2021-670](#) publié au JO du 29 mai 2021. Il est complété par [le décret simple n°2021-672](#).

aefinfo.fr, 31/05/2021

Les dispositifs ouvrant droit à la sécurité sociale et à la rémunération liées au statut de stagiaire de la formation

À compter du 1^{er} juin 2021, **les stages suivis dans le cadre de projets financés par le PIC** (prépa-apprentissage, 100 % inclusion ou insertion professionnelle des réfugiés, de prépa-compétences ou du dispositif "Promo 16-18"), **ouvrent aux jeunes le bénéfice de l'affiliation à un régime de sécurité sociale assimilable à celui dont disposent les stagiaires de la formation**. Tous, à l'exception de la "Promo 16-18", **ouvrent également le droit à la rémunération associée au statut de stagiaire**. [Un arrêté publié au JO du 1^{er} juin](#) vient dresser la liste des stages concernés. Ses dispositions entrent en vigueur en application du [décret n°2021-690](#) paru le même jour.

aefinfo.fr, 01/06/2021



Recrutement d'apprentis dans la fonction publique de l'État en 2021-2022

[La circulaire 6270/SG](#) du 21 mai 2021 fixe **un objectif de recrutement de 14 940 nouveaux apprentis, dont au moins 6% en situation de handicap, dans la fonction publique de l'État pour la période 2021-2022**. Elle prévoit notamment que les offres soient systématiquement publiées sur le site de publication des offres d'apprentissage et des stages <https://www.pass.fonction-publique.gouv.fr/> et relayées sur le site 1jeune1solution.gouv.fr.

legifrance.gouv.fr via l'Aperçu Formation, 25/05/2021

L'ordonnance sur l'accès à la formation des agents les moins qualifiés est publiée

[L'ordonnance n°2021-658](#) du 26 mai 2021 **renforçant la formation de certains agents publics afin de favoriser leur évolution professionnelle** a été publiée au JO jeudi 27 mai 2021. Elle a pour but de **faciliter l'accès aux formations longues des agents de catégorie C peu qualifiés, des agents en situation d'usure professionnelle et des personnes en situation de handicap**.

aefinfo.fr, 27/05/2021

Un projet de décret acte la prolongation de l'aide à l'embauche de travailleurs handicapés jusqu'à fin 2021

Transmis mercredi 2 juin 2021 aux membres de la CNNCEFP, [un projet de décret](#) **prolonge jusqu'au 31 décembre 2021 l'aide à l'embauche pour les travailleurs handicapés**.

aefinfo.fr, 02/06/2021

Projets de décrets concernant l'insertion par l'activité économique (IAE)

[Un projet de décret](#) **réforme le parcours d'IAE** et précise **les modalités de prescription d'un parcours IAE par un prescripteur habilité ou une structure de l'IAE**. Il précise **les modalités de contrôle des déclarations d'éligibilité effectuées par une SIAE**. Le projet de décret concrétise des mesures prévues dans le pacte d'ambition pour l'IAE.

[Un projet de décret](#) précise **les modalités de conclusion d'un CDI d'inclusion dans les structures de l'IAE**. Il détermine, aussi, les modalités de mise en œuvre de **l'expérimentation du "contrat-passerelle"** en précisant les conditions de versement de l'aide financière versée à "l'entreprise prêteuse".

[L'arrêté](#) relatif à **l'approbation du cahier des charges "Appel à projets - Expérimentation 'territoire zéro chômeur de longue durée'"** est publié au JO du 11 juin 2021. Il s'agit du **"lancement de la nouvelle phase d'expérimentation"**, salue le ministère du Travail [dans son communiqué](#).

aefinfo.fr, 03, 04 et 11/06/2021

Intermittents : l'avenant du 20 février 2020 sur l'alimentation des CPF est étendu

Au JO du 9 juin 2021 a été publié [un arrêté du 12 mai 2021](#) **portant extension d'un avenant du ministère du Travail à un accord interbranches concernant les salariés intermittents du spectacle**. Ce texte prévoit que **"le temps de travail réalisé par les salariés intermittents du spectacle forme un tout indivisible pour la détermination de l'alimentation annuelle du CPF"** et fixe les modalités d'alimentation en euros des CPF de certains métiers.

aefinfo.fr, 09/06/2021

Actualités législatives concernant l'activité partielle

[Le décret n°2021-674](#) relatif à **l'activité partielle et au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable** et [le décret n°2021-671](#) modifiant le décret n°2020-1316 du 30/10/2020 relatif à **l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable** sont publiés au JO du 29 mai. Ils reprennent **le calendrier de modulation des taux d'activité partielle** entrant en vigueur le 1^{er} juin 2021.

Le ministère du Travail [met à jour son "Questions/Réponses"](#) relatif à **l'activité partielle**. Il actualise notamment [le tableau de synthèse sur les taux d'allocation](#) versée aux entreprises et d'indemnité versée aux salariés, en prenant en compte les 2 décrets publiés au JO du 29 mai 2021.

legifrance.gouv.fr et aefinfo.fr, 29 et 31/05, 02 et 04/06/2021



👉 Formation tout au long de la vie

FORMATION PROFESSIONNELLE

[Le ministère du Travail et les partenaires sociaux lancent leurs travaux sur le financement de la formation](#)

Initialement prévue pour commencer en octobre 2020, et repoussée à plusieurs reprises depuis, **la concertation entre les partenaires sociaux et le ministère du Travail**, a finalement été ouverte le 1^{er} juin 2021. Ces discussions doivent principalement permettre de **répondre aux difficultés de financement du système de formation professionnelle et d'alternance qui affiche un déficit prévisionnel de l'ordre de 3 Md€ pour 2021** contre plus de 4 milliards l'année dernière. La dégradation est encore plus nette si l'on se réfère au budget initial établi mi-décembre. Le trou attendu n'était « que » de 1,1 milliard. **Les syndicats se disent favorables à un contrôle des dépenses**. Le sujet du financement devrait en outre être doublé de celui portant sur la gouvernance du système de formation. De même, **la question d'une réforme de la VAE** devrait être abordée.

aefinfo.fr et lesechos.fr, 01 et 11/06/2021

[Plan de transformation de la formation : le ministère du Travail lance la première vague de l'appel à projets Deffinum](#)

Le chantier de transformation et de modernisation du marché de la formation professionnelle financé par le plan de relance se met progressivement en place. **Le Haut-commissariat aux Compétences, qui porte le dossier dans le cadre du PIC, vient de lancer la 1^{ère} vague de l'appel à projets "Deffinum"** (dispositifs France Formation Innovante Numérique). Premier élément du plan de transformation, cet appel à projets vise à **accélérer la transformation numérique du secteur de la formation professionnelle**. Comme dans les autres projets du PIC, ceux présentés dans le cadre de Deffinum devront être portés par des groupements d'acteurs. Cet appel à projets bénéficie d'un budget global de 300 M€ pris sur l'enveloppe de plus de 360 M€ prévue par le plan de relance pour "digitaliser l'appareil de formation". La 1^{ère} vague de cet appel à projets, ouverte jusqu'au 31 août 2021 bénéficie d'un financement de 100 M€. **Deux autres vagues** (30 septembre-30 décembre 2021 puis 31 janvier-2 mai 2022) sont d'ores et déjà prévues.

aefinfo.fr, 07/06/2021

[\[Chronique de J.M Luttringer\] La CDC, outil de "l'effectivité d'un droit universel à la formation tout au long de la vie"](#)

"L'arrivée de la CDC dans l'univers de la formation professionnelle constitue sans doute la réforme la plus prometteuse que la formation professionnelle ait connue depuis la loi fondatrice du 16 juillet 1971", estime **Jean-Marie Luttringer** dans sa nouvelle contribution publiée par AEF info. Dans [cette chronique](#), le juriste s'intéresse à "la place de la Caisse des dépôts et consignations dans l'univers de la formation tout au long de la vie", jugeant que, de "par son statut public singulier et sa capacité technique à gérer des comptes personnels à grande échelle, elle contribue à l'effectivité d'un droit universel à la formation tout au long de la vie".

aefinfo.fr, 04/06/2021

[France compétences approuve un projet de convention avec l'Acoss](#)

S'agissant de la **contribution à la formation professionnelle des non-salariés**, c'est l'Acoss qui la recouvre via son réseau des Urssaf, puis France compétences qui la répartit. **Un projet de convention vient d'être validé pour fixer les modalités du reversement**. Approuvé lors du conseil d'administration de France compétences du 27 mai 2021, **ce projet de convention précise les fonds de formation et organismes concernés et détaille le calendrier**.

aefinfo.fr, 08/06/2021

[Organismes de formation : un paysage syndical toujours émiétté](#)

La nouvelle mesure de l'audience syndicale montre que le poids cumulé des 5 syndicats jusqu'alors représentatifs (CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT et FO) diminue. **Une 6^{ème} organisation devient même représentative dans la branche des organismes de formation : l'Unsa**. Ces résultats seront officialisés avec la publication de l'arrêté fixant **la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la branche, prévu pour septembre 2021**.

aefinfo.fr, 27/05/2021



Actualités concernant le CPF

Dès le 10 juin, dans le cas d'une demande d'inscription en provenance de Mon Compte Formation et faite par un titulaire de compte inscrit à Pôle emploi, **les organismes de formation seront informés et tenus de renseigner la durée totale de la formation en heures ainsi que l'intensité hebdomadaire de la formation en heures**. Ces informations permettront à Pôle emploi de traiter et sécuriser les dossiers de formation et les dossiers de rémunération des demandeurs d'emploi. [Lien vers le communiqué](#)

Les Conditions Générales d'Utilisation déterminent les engagements respectifs des Titulaires de compte CPF, des organismes de formation, des financeurs et de la Caisse des Dépôts dans leurs relations et dans l'utilisation du système d'information Mon Compte Formation. Elles sont mises à jour régulièrement, à l'ouverture de nouveaux services ou fonctionnalités. [La version 4 des CGU et des Conditions Particulières](#) est applicable dès le 10 juin 2021. Les principales mesures engageant les OF sont décrites dans [le communiqué de mon compte formation](#).

of.moncompteformation.gouv.fr, 26/05 et 08/06/2021

Les opcos Atlas et Ocapiat viennent de signer une convention avec la Caisse des dépôts pour le compte de la **branche des bureaux d'études techniques et de la branche alimentaire** (*voir chapitre « Actualités des opcos ci-dessous »*). Ce partenariat marque une nouvelle étape dans l'évolution de la plateforme « Mon compte formation ». Déjà proposé à Pôle emploi, aux entreprises et aux Régions, **le système d'abondement du compte personnel de formation (CPF) s'ouvre maintenant aux branches professionnelles**. Celles-ci ont en effet la possibilité d'utiliser la plateforme pour déployer leur politique de cofinancement du CPF définie par accord. Intérêt de la démarche : « Les personnes éligibles seront directement informées des possibilités de cofinancement lorsqu'elles s'inscriront à une formation bénéficiant d'un abondement de la part d'une branche professionnelle ».

centre-inffo.fr, 11/06/2021 ([lien vers l'article complet](#))

Le compte personnel de formation (CPF) s'est substitué au droit individuel à la formation (DIF) le 1^{er} janvier 2015. Pas de perte des droits de formation acquis via le DIF ! **Le transfert de ces derniers sur votre CPF est possible jusqu'au 30 juin 2021**. Une échéance qui ne devrait pas être repoussée une nouvelle fois par les pouvoirs publics et qui agite nombre d'acteurs du marché de la formation. Si certains s'inquiètent de la possible perte de droits des bénéficiaires, d'autres communiquent largement pour **pousser à la consommation de formation avant cette date**. De son côté, le ministère du Travail vient de lancer une campagne de communication sur les réseaux sociaux.

travail-emploi.gouv.fr et aefinfo.fr, 25/05 et 03/06/2021 ([lien vers le communiqué de presse du ministère](#))

Le hashtag **#Balancetaformation** est apparu sur Twitter le 11 juin. Il s'est donné pour objectif de **permettre aux victimes d'une arnaque à la formation de livrer leur témoignage et d'afficher les escrocs en mode « name and shame »**. À l'origine de l'opération, **Arnaud Portanelli**, co-dirigeant de l'organisme de formation en langues Lingueo. La monétisation du CPF et la désintermédiation de son usage ont attiré les escrocs. Depuis, la CDC a resserré la vis en ajoutant plusieurs degrés de sécurité à l'usage du compte grâce à des connexions sécurisées par France Connect. Mais l'imagination des escrocs reste fertile et les propositions de formations miraculeuses continuent à pulluler sur la toile. Une nouvelle arnaque, surfant sur l'urgence de transférer les heures de DIF sur le CPF, a vu le jour.

info-socialrh.fr, 15/06/2021

Simplon.co développe une offre CPF : Campus Workforce. C'est un changement de culture pour **Simplon.co**, qui propose depuis 2013 des **formations gratuites et intensives aux métiers en tension du numérique pour des personnes éloignées de l'emploi ou situées dans des territoires fragiles**. **Simplon.co ambitionne de former 1 000 personnes d'ici juin 2022 avec son Campus Workforce**. Dans un 1^{er} temps, 2 modules sont disponibles : « **méthodes agiles** » et **CléA numérique**. À la rentrée prochaine, des modules spécifiques à la cybersécurité, à l'accessibilité numérique et à la création d'un site WordPress viendront s'ajouter à ce catalogue. **Un pilote sur la formation « accessibilité numérique »** se déroulera au mois de juin.

centre-inffo.fr, 04/06/2021



Formation-emploi : comment l'Afdas et la région Île-de-France voient les universités (colloque CPU)

Branches, régions, universités : comment ces acteurs peuvent-ils aujourd'hui se concerter autour de la relation formation-emploi ? Ce sujet était abordé le 27 mai 2021 dans un atelier du **colloque annuel de la CPU**. Branches et universités doivent se parler davantage dans un **contexte de "marchéisation" de la formation** avec une "surabondance de l'offre" qui implique que "les entreprises et les jeunes ne savent pas toujours se positionner". Cela attire de nouveaux acteurs souvent "meilleurs marketeurs que formateurs", selon **Thierry Teboul**, directeur général de **l'Opco Afdas**. Il distingue **2 grands sujets communs aux branches et aux universités** : faire mieux connaître l'offre universitaire de formation professionnelle et en alternance auprès des branches ; et échanger autour des emplois et des métiers, alors que les observatoires des branches sont en train de sortir des "cartographies des métiers". " Il faut faire un travail de marketing de l'offre universitaire.

aefinfo.fr, 11/06/2021 ([article complet disponible sur demande](#))

L'Ania crée son propre centre de formation pour répondre aux besoins des entreprises de l'agroalimentaire

L'Ania (Association nationale des industries alimentaires) a décidé de **créer son propre centre de formation**. Dénommé **Ania Formations**, il est porté par l'Institut des relations fournisseur-distributeur (IRFD). L'objectif est à la fois de former les salariés du secteur dans des champs de compétences qui évoluent rapidement et de répondre aux besoins de main-d'œuvre des entreprises qui peinent à pourvoir leurs postes. Ils sont déjà une quarantaine de stagiaires à avoir été formés entre fin mai et début juin 2021 par Ania Formations.

aefinfo.fr, 15/06/2021

POUR ALLER PLUS LOIN

[\[Périodique\] Mag RH n°13 : La formation post Covid 19](#)

reconquete-rh.org, mai 2021, 404 p.

[\[Chronique\] a place de la Caisse des dépôts et consignations dans l'univers de la formation tout au long de la vie](#)

Jean-Marie Luttringer, Chronique 162, 28 mai 2021

CERTIFICATIONS

Mise en garde concernant vos offres visant des certifications RNCP et RS

Un mail important a été envoyé par MonCompteFormation aux organismes de formation dans l'optique d'une mise en garde. « La méconnaissance de la législation de la formation professionnelle en vigueur depuis la réforme de 2018 et les particularités du dispositif CPF, via Mon compte formation, génèrent **des irrégularités/non conformités récurrentes et observables chez un trop grand nombre d'organismes de formation** ». « Avant de déployer **des contrôles massifs et automatisés dans les semaines à venir**, nous vous rappelons les obligations à respecter afin que les titulaires puissent mobiliser leurs comptes CPF à bon escient ». « Trop nombreux sont les titulaires mécontents de se voir délivrer une attestation de formation en lieu et place d'un certificat professionnel reconnu et prévu lors de leur achat. » En tant qu'organisme de formation, les offres visant une certification enregistrée au RNCP ou au RS doivent correspondre à des obligations : [obligations de la certification RNCP](#) ; [obligations de la certification RS](#). « Chaque certification renferme ses exigences propres, vous devez les connaître. » N'oubliez pas qu'un titulaire de compte (votre client) doit connaître les conditions/modalités d'évaluation auxquelles il sera assujéti à la fin de son parcours de formation. Il existe suffisamment de champs dans les formulaires à votre disposition [dans EDOF](#) pour lui indiquer. Mettez-vous en conformité dès à présent. »

Mon compte Formation, 31/05/2021

[\[Dossier\] Le système français de la certification professionnelle : points de repère](#)

Le législateur, par la loi du 05/09/18, a souhaité **réguler le système de la certification professionnelle**. Comment va se mettre en place cette régulation ? Quels seront les impacts, à terme, pour les certificateurs ?

defi-metiers.fr, 07/06/2021 ([lien vers le dossier](#))





France compétences lance un 3^{ème} appel à contributions pour lister les métiers émergents

Pour la 3^{ème} année consécutive, France compétences vient de lancer, le 1^{er} juin 2021, [un appel à contributions pour identifier les métiers en évolution, en transformation ou en émergence](#). Les branches et syndicats professionnels ont jusqu'au 7 septembre 2021 pour y répondre. Les certifications professionnelles correspondant aux métiers ainsi identifiés feront l'objet d'une procédure d'enregistrement simplifiée au RNCP en 2022. **Une 1^{ère} liste de 17 métiers** avait été élaborée pour l'année 2020 et publiée en décembre 2019, avant d'être **actualisée en juillet 2020 avec l'ajout de 6 métiers**. Pour l'année 2021, **une 2^{ème} liste de 20 métiers a été publiée en décembre 2020**.

aefinfo.fr, 02/06/2021

POUR ALLER PLUS LOIN

[Rapport relatif au référencement du Cadre national français des certifications professionnelles au Cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie et à l'auto-référencement du Cadre français de certification de l'enseignement supérieur au Cadre général des certifications pour l'espace européen de l'enseignement supérieur](#)

France compétences, mai 2021. – 51 p.

APPRENTISSAGE, EMPLOI ET INSERTION DES JEUNES

[Le montant des enveloppes attribuées aux régions au titre de l'apprentissage reste inchangé en 2021](#)

Ce sont respectivement 138 M€ et 180 M€ qui seront répartis par France compétences entre les régions au titre du soutien au fonctionnement et à l'investissement dans les CFA en 2021, soit des montants identiques à ceux de 2020. **Un projet de modèle type de convention** entre France compétences et les régions ainsi que les collectivités de Corse et d'outre-mer pour répartir les fonds de l'apprentissage vient d'être approuvé par le conseil d'administration de l'instance nationale du 27 mai 2021. Un modèle type similaire avait déjà été élaboré en 2020.

aefinfo.fr, 09/06/2021

[La contribution du CNFPT à l'apprentissage territorial est plafonnée à 25 M€ en 2021, comme en 2020](#)

[Un arrêté](#) publié le 11 juin 2021 **fixe à 25 millions d'euros le plafond de dépenses engagées par le CNFPT pour financer la formation des apprentis. Au-delà, c'est France compétences qui prendra le relais**. Ce montant est le même que celui qui avait été fixé fin juin 2020. Des négociations sont en cours entre le ministère de la Fonction publique, celui du Travail et les employeurs territoriaux pour **prévoir un financement pérenne de l'apprentissage dans les collectivités**. Une taxe d'apprentissage de 0,1 % de la masse salariale pourrait ainsi être mise en place.

aefinfo.fr, 11/06/2021

[Les avis des apprentis sur leur formation bientôt disponibles grâce au service numérique "Sirius"](#)

[Sirius](#) : c'est le nom du **nouveau service numérique qui permettra de récolter l'avis des apprentis sur leur formation** afin d'informer les autres jeunes désireux de se tourner vers l'apprentissage. **Un projet de décret** soumis pour consultation à la CNNCEFP jusqu'au 7 juin 2021 en définit les finalités et les modalités d'usage. Les avis seront collectés auprès des apprentis puis publiés à destination du grand public sous la forme d'un **indice de satisfaction**. Sirius poursuit en particulier **3 finalités** : La mise en œuvre d'un service dont l'objet est de questionner les apprentis et les maîtres d'apprentissage ; la restitution en ligne des avis des apprentis sur la qualité de leur formation et de leur accompagnement ainsi que de leurs retours d'expérience afin d'améliorer l'information et la communication sur l'apprentissage en France ; l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers".

aefinfo.fr, 03/06/2021

[Lancement d'une nouvelle campagne de promotion de l'apprentissage](#)

Une campagne de communication, lancée le 31 mai sur la plateforme [1jeune1solution.gouv.fr](#), a pour objectif de promouvoir les avantages de l'apprentissage.

travail-emploi.gouv.fr, 28/05/2021 ([lien vers le communiqué du ministère du travail](#))





Les CFA : une catégorie sui generis d'opérateur dans le champ de la formation professionnelle ? (Sabrina Dougados)

Conséquence de la dernière réforme de la formation, **les CFA sont aujourd'hui soumis à des règles juridiques renvoyant à la fois à celles applicables aux organismes de formation continue et à d'autres spécifiques aux établissements d'enseignement.** "L'inscription dans la durée de la crise sanitaire aura permis de confirmer cette particularité des CFA, lesquels sont parfois **soumis à des injonctions paradoxales** (voire contradictoires) des différents ministères de tutelle concernés", écrit **Sabrina Dougados** dans une tribune publiée par AEF info le 27 mai 2021. L'avocate associée du cabinet Fromont Briens s'arrête en particulier sur les décisions prises par le ministère de l'Enseignement supérieur en matière d'accueil des apprentis en rappelant que les apprentis "ne sont pas assimilables à des étudiants au regard de leur statut social" mais des salariés.

aefinfo.fr, 27/05/2021 ([article complet disponible sur demande](#))

Trois inspections générales évaluent les pratiques et le modèle économique de l'apprentissage dans le supérieur

Les discussions entre le ministère du Travail et les partenaires sociaux sur l'équilibre financier du système de formation professionnelle n'ont pas encore commencé mais le gouvernement les prépare. **Trois inspections générales ont été missionnées pour évaluer les pratiques et le modèle économique de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur.**

aefinfo.fr, 28/05/2021

Mon apprentissage en 180 secondes

Donner à des apprentis de 1^{er} cycle l'occasion de valoriser leur parcours en apprentissage, telle était l'ambition de la 1^{ère} édition du concours Mon apprentissage en 180 secondes. On peut aussi le voir comme une façon de souligner **la place grandissante de l'apprentissage au sein de l'université** : en 2019 et au sein des pôles **Paris-Saclay, Evry-Val d'Essonne et Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines**, ce sont quelque 780 étudiants répartis dans une quarantaine de formations qui ont fait le choix d'« une autre façon d'apprendre », salue la présidente. Leur objectif ? « Concilier l'exigence et la rigueur académique à la professionnalisation et à l'ancrage dans le monde de l'entreprise pour un accès direct à un métier. » Vainqueurs ou simples finalistes, ces apprentis ont exprimé leur passion et témoigné d'une belle confiance en l'avenir. Ils n'ont pas tort : **« Les licences professionnelles sont un vrai tremplin : 92 % des étudiants sont en poste 6 mois après l'obtention de leur diplôme en 2019 ».**

centre-inffo.fr, 14/06/2021

La Fipa publie un guide sur la mobilité internationale des alternants

La Fipa a publié [un guide sur la mobilité des alternants](#) le 10 juin 2021. Destiné aux jeunes, mais aussi aux entreprises et aux centres de formation, ce document a vocation à rappeler **le cadre réglementaire en partie modifié par la loi "Avenir professionnel" de 2018.** Le guide détaille les 2 types de mobilité : la mobilité courte (- 4 semaines) et la mobilité longue (+ 4 semaines). Il rappelle également **les modalités de prise en charge financière de la mobilité** et liste les conditions définies par Opcó. Il propose aussi une estimation du coût de la mobilité selon la destination.

aefinfo.fr, 11/06/2021

[Etude Dares] Accéder à l'apprentissage après la 3^{ème} : quels profils, quelles démarches ?

En sortie de Troisième, 10 % des élèves recherchent une formation par apprentissage. Parmi eux, 6 sur 10 accèdent à cette voie. Ce taux d'accès est plus élevé pour ceux qui ont, en amont de leurs démarches auprès des entreprises et des centres de formation, formulé un vœu d'affectation pour un tel cursus. Dans certains domaines professionnels, comme les métiers de bouche et du bâtiment, trois quarts des candidats accèdent à l'apprentissage. La majorité des jeunes entrent d'abord en contact avec les entreprises avant de se tourner vers les centres de formation. Les jeunes citent principalement la famille et l'entourage personnel parmi les acteurs les ayant accompagnés dans leurs démarches.

dares.travail-emploi.gouv.fr, 28/05/2021 ([lien vers l'étude](#))



[Etude Dares] [Les entrées en contrat de professionnalisation ont reculé de 7,1 % en 2019](#)

Le 7 juin 2021, la Dares a publié [une étude sur le contrat de professionnalisation en 2019](#) qui fait état d'une **baisse de 7,1 % des entrées dans ce parcours en alternance cette année-là**. C'est la 1^{ère} année depuis 2014 lors de laquelle le nombre de ces contrats est en recul avec une pointe à -9,9 % chez les moins de 30 ans. Le nombre des titulaires d'un niveau Bac+3 minimum lors de leur entrée dans le parcours sont également en baisse pour la 1^{ère} fois (-4 %).

dares.travail-emploi.gouv.fr, 07/06/2021

[Etude Dares] [Quels ont été les effets de l'aide à l'embauche des jeunes sur l'emploi des jeunes ?](#)

Parmi les mesures du plan « 1 jeune, 1 solution », **l'aide à l'embauche des jeunes** permet aux employeurs de bénéficier d'une aide pouvant aller jusqu'à 4 000 euros pour l'embauche d'un jeune âgé de moins de 26 ans, en CDI ou en CDD de 3 mois ou plus. [Cette étude](#) dresse une 1^{ère} **évaluation des effets de la mesure sur l'emploi des jeunes**. Ce dispositif aurait permis une hausse de 7 % de l'emploi en CDI ou CDD long des jeunes de 22 à 25 ans.

dares.travail-emploi.gouv.fr, 12/05/2021

[CMA France signe une convention de partenariat "1 jeune, 1 solution" avec le ministère du Travail](#)

Déjà actives dans le cadre du plan Jeunes, les chambres de métiers et de l'artisanat ont souhaité renforcer leur implication par la **signature d'une convention de partenariat avec le ministère du Travail**. En date du 8 juin 2021, cette convention prévoit surtout la poursuite d'actions déjà engagées par CMA France, en particulier en matière de **développement de l'apprentissage**.

aefinfo.fr, 14/06/2021

[Le décret renforçant les prérogatives des missions locales sur la Garantie jeunes est publié au JO](#)

[Le décret n°2021-664](#) du 26 mai 2021 et publié au JO le 28 mai "**ouvre aux missions locales la possibilité de moduler la durée, entre 9 et 12 mois, du parcours en Garantie jeunes et de la prolonger ensuite sans décision de la commission locale**". D'une manière générale, l'objectif de ce texte est de laisser davantage de place à l'appréciation des conseillers des missions locales dans la gestion de ce dispositif d'accompagnement intensif, qui comprend une allocation mensuelle, destinée aux jeunes Neet âgés de 16 à 25 ans.

[Lien vers le communiqué de presse du ministère du travail](#)

aefinfo.fr et travail-emploi.gouv.fr, 28/05/2021

[L'« Epide » doit améliorer sa notoriété et valoriser sa spécificité, selon la Cour des comptes](#)

La Cour des comptes présente une série de recommandations dans [un rapport sur le fonctionnement de l'Epide](#), qui fait partie des **dispositifs dits « de 2^{ème} chance » pour des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire sans qualification**. « L'établissement a fait des efforts pour améliorer son offre pédagogique et professionnaliser ses équipes, pourtant **l'Epide a toujours des difficultés à attirer et doit améliorer sa visibilité** ». Par ailleurs, « **l'Epide affiche un taux de réussite plus faible que celui des autres dispositifs** ». Cela s'explique en partie par la « très grande vulnérabilité » du public. Le taux d'échec de 38% des volontaires est également préoccupant. La CdC recommande de « **renforcer la notoriété de l'établissement** » et de « **valoriser davantage sa spécificité** », l'internat répondant aux besoins de jeunes en grande difficulté. Le rapport note que « l'absence d'hébergement le week-end est un point faible » pour l'Epide. La « faible attractivité auprès des jeunes femmes » (26%) est également un point à travailler.

cocomptes.fr et centre-inffo.fr, 28/05 et 03/06/2021

[Les Écoles de la 2e chance signent un partenariat avec Ikea pour faire découvrir aux jeunes les métiers de l'enseigne](#)

Faire découvrir aux stagiaires des Écoles de la 2e chance les métiers allant "de la vente à la logistique, en passant par la restauration et la relation client", tel est l'objectif du **partenariat conclu avec Ikea France**, selon [un communiqué diffusé par le réseau le 2 juin 2021](#). Ce partenariat d'un an est une première entre les 2 structures.

aefinfo.fr, 03/06/2021



L'Institut de l'engagement facilite la formation et l'insertion après un service civique

L'Institut de l'engagement, présidé par **Martin Hirsch**, a été créé en 2012 pour **valoriser les jeunes sortant d'un service civique ou d'une action bénévole soutenue**. Il accompagne chaque année 700 jeunes de 16 à 30 ans dans leur projet d'avenir : reprise d'études, recherche d'emploi ou création d'entreprise. Les lauréats sont sélectionnés sur « leur motivation, leur potentiel et la qualité de leur engagement ». Leur parcours combine un suivi personnalisé par un chargé d'accompagnement salarié, un parrainage bénévole, des mises en relation avec des professionnels de tous secteurs, un soutien financier au cas par cas, et un accompagnement collectif.

centre-inffo.fr, 10/06/2021 ([article complet disponible sur demande](#))

Journée défense et citoyenneté 2020 : près d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture

En 2020, 9,5 % des jeunes participants à la Journée défense et citoyenneté (JDC) rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture. Le tiers d'entre eux peut être considéré **en situation d'illettrisme**. Par ailleurs, plus d'un jeune sur 10 a une maîtrise fragile de la lecture. Les performances en lecture progressent avec le niveau d'études et sont plus élevées chez les filles que chez les garçons. Les jeunes des DROM sont particulièrement concernés par les difficultés de lecture. En métropole, c'est au nord que les difficultés de lecture sont les plus fréquentes.

La lecture devient la "grande cause nationale" 2021-2022, annonce l'Élysée le 17 juin 2021 à l'occasion d'un déplacement d'**Emmanuel Macron** consacré à l'éducation, la langue française et la lecture. Il s'agit d'apporter un signal en faveur de **"la lutte contre l'illettrisme"**. [Lien vers le communiqué de presse de l'Élysée](#).

Note d'Information de la DEPP n° 21.27, juin 2021 ([lien vers le communiqué](#)) et elysee.fr, 17/06/2021

POUR ALLER PLUS LOIN

[\[Etude\] Génération Covid : comment les jeunes talents appréhendent leur avenir](#)

CGE, Ipsos et cabinet Boston consulting group, 26/05/2021

EN BREF : Le service national universel commence lundi 21 juin pour 18 000 jeunes âgés de 15 à 17 ans. Le nombre de participants est inférieur aux 25 000 volontaires initialement attendus // **Un prix franco-allemand nommé "Avenir professionnel"** est lancé pour récompenser les initiatives remarquables en matière de formation et d'apprentissage. L'ex-ministre du Travail, **Muriel Pénicaud**, sera marraine de la première édition.

PEDAGOGIE ET FOAD

Jacques Bahry quitte la présidence du Ffod, il est remplacé par Joël Ruiz

21 ans après l'avoir créé en 1995, **Jacques Bahry quitte la présidence du Ffod**. **Joël Ruiz**, ex directeur général d'Agefos-PME et actuel directeur général délégué de l'Opcw EP est le **nouveau président**, élu à l'assemblée générale du Ffod du 15 juin. Jacques Bahry devient président d'honneur fondateur, Bernard Blandin membre d'honneur.

centre-inffo.fr, 15/06/2021

Formation digitale : l'apprenant d'abord

Mathilde Bourdat, consultante et formatrice, rappelle que lors de la digitalisation d'une formation, **l'attention première doit se porter sur les apprenants dans leur diversité** et qu'il faut « partir au plus près des situations concrètes que vont vivre les apprenants afin de répondre à leurs questions : quand vais-je pouvoir apprendre ? Où ? Avec quel équipement ? Serai-je évalué et comment ? Que pourrai-je faire de tout cela en situation de travail ? »

linkedin.com via l'Expresso Compétences, 4 et 17/06/2021 ([lien vers l'article complet](#))

[Livre blanc] Guide des modalités pédagogiques à l'ère du digital

Learn Assembly présente les fiches techniques de 15 modalités pédagogiques, 25 cas d'usage concrets avec des exemples de mise en situation, des conseils et bonnes pratiques pour s'approprier ces modalités et les sélectionner selon les besoins des apprenants et les objectifs de formation.

papers.learnassembly.com via l'Expresso Compétences, 28/05 et 07/06/2021 ([lien vers la publication](#))





100 activités génériques de pédagogie active - Fiches complètes - Gratuit

[Voici une ressource pédagogique](#) proposée comme aide pédagogique pour les profs de Polytechnique Montréal, une école affiliée de l'Université de Montréal. Les enseignants en génie sont avant tout des experts de leur domaine, mais pas nécessairement de la pédagogie. Aussi **le service pédagogique IMPAct** (Innovation en moyens pédagogiques d'apprentissage actif) a préparé **des fiches d'activités génériques, qui peuvent être utilisées comme approche pédagogique dans n'importe quelle matière**. Ces fiches sont conçues pour des professeurs qui ne sont pas des pédagogues mais qui apprécieront le devenir.

cursus.edu, 03/02/2021 ([lien vers l'article complet et les fiches](#))

Le jeu en formation

Jouer pour apprendre est devenu une pratique courante en formation. Cela concerne tous les domaines d'apprentissage et peut prendre toutes les formes : jeux virtuels, jeux d'évasion (escape games), jeux de cartes, jeux de plateau, jeux de rôles... Les intérêts du jeu pédagogique sont multiples et concernent tous les niveaux d'apprentissage. **Le Carif Oref de Normandie** propose un zoom sur la ludification des apprentissages, sur le jeu au service de l'insertion sociale et professionnelle, et sur le numérique au service du jeu.

Pour aller plus loin : [Pédagogie: avoir toutes les cartes en main ! Sélection de 6 jeux de cartes](#) (gratuit ou payant) pour des **pédagogies actives** (latelierduformateur.fr, 09/03/2021)

profilinfo.fr, 03/05/2021 ([lien vers l'article complet](#))

L'agentivité ou l'art d'agir sur ses apprentissages

« **En pédagogie, l'agentivité est le pouvoir d'un apprenant à agir sur ses apprentissages et à en être acteur**. L'IFCAM en est convaincu : un apprenant qui construit lui-même ses connaissances, son savoir et donc ses représentations mentales bénéficie d'apprentissages plus profonds, d'une meilleure mémorisation de l'information, d'un engagement fort et de connexions plus solides entre les informations qu'un apprenant qui serait davantage dans la réception des informations ». Qu'est-ce que l'agentivité et pourquoi s'y intéresser en formation ? **Camille Besson**, alternante chargée de projets Expérience Apprenant à IFCAM présente le concept [dans cet article](#).

ifcam-formation.fr via l'Expresso compétences, 28/04/2021

Trois temps de l'apprentissage

Compréhension, appropriation, mémorisation. Trois temps de l'apprentissage expliqués par Digital Learning Academy pour en connaître le fonctionnement et donner aux apprenants le temps d'apprendre.

digital-learning-academy.com via l'Expresso Compétences, 25/05/2021 ([lien vers l'article complet](#))

Pédagogie numérique : trois innovations mises en œuvre dans les établissements

Pour s'imposer dans les pratiques en classe, **l'outil innovant doit répondre à un besoin pédagogique et s'adapter pour chaque enseignant**. L'article détaille 3 innovations : des robots éducatifs, l'outil EduGeo et les Fab labs.

Lemonde.fr, 02/06/2021 ([lien vers l'article complet](#))

TRANSITIONS COLLECTIVES, TRANSITIONS ET RECONVERSIONS PROFESSIONNELLES

CPF de transition : les 100 M€ supplémentaires du plan de relance sont déjà largement consommés

Le plan de relance prévoit 100 M€ supplémentaires pour financer 5 000 parcours de transition professionnelle en 2021. Une enveloppe déjà consommée aux deux-tiers à la mi-mai (68,7 M€ sur 100 M€), selon un **1^{er} bilan présenté par l'association paritaire Certif'Pro**. Ciblés sur des transitions à destination de secteurs à fort besoin de main-d'œuvre, ces financements sont mis en œuvre par les ATPPro dans une logique d'effet levier qui doit permettre d'orienter massivement les PTP vers **les métiers prioritaires identifiés dans le plan de relance**.

aefinfo.fr, 03/06/2021



COMPETENCES

La Cour des comptes invite à revoir le financement et le pilotage du PIC. Réponse de la Ministre du travail

Peu après le bilan à mi-parcours établi par le ministère du Travail, la Cour des comptes se penche à son tour sur le PIC dans un référé rendu public le 10 juin 2021. Si elle souligne "le progrès" que représente cette initiative en matière de formation des demandeurs d'emploi, **la haute juridiction financière pointe un certain nombre d'"inconvenients"**, notamment en matière de pilotage et de financement. Elle formule **4 recommandations pour y remédier** alors que le sujet devrait être évoqué lors des concertations entre partenaires sociaux et ministère :

- **Procéder à une revue de projets** afin d'identifier et de corriger les éventuels effets de redondance ou de concurrence entre les projets soutenus dans le cadre du PIC et des Pric ;
- **Mener à son terme le chantier d'Agora** afin de disposer dans les meilleurs délais d'un outil de suivi des trajectoires des bénéficiaires du PIC, de la formation jusqu'à l'insertion professionnelle ;
- **Redimensionner les capacités de pilotage, de gestion et d'évaluation du PIC** pour faire face aux ambitions du Plan de relance qui prévoit une hausse des effectifs à prendre en charge et un ciblage accru des secteurs économiques ;
- **Cantonner l'application des modalités de pilotage, de financement et de gestion dérogatoires** aux actions n'entrant pas dans le droit commun des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans [sa réponse](#) au référé de la Cour des comptes, la ministre du Travail, **Élisabeth Borne**, ne manque pas de souligner point par point les éléments de réussite du PIC. Elle liste notamment **les résultats mis en évidence à l'occasion du bilan à mi-parcours du PIC**, présentés en Conseil des ministres mi-mai.

[aefinfo.fr](#), 10 et 11/06/2021 ([articles complets disponibles sur demande](#))

[Dossier de 6 pages] [Rapport du REC : une nouvelle vision des compétences dans l'entreprise](#)

Sous l'égide de France Stratégie, le **Réseau Emplois Compétences (REC)** a organisé le 3 juin 2021 **un webinaire sur son rapport "Quelle place pour les compétences dans l'entreprise ? Renouveler les approches pour refonder les pratiques"**. Le REC invite à "changer de focale" et à privilégier la sensibilisation, en partant des besoins opérationnels de l'entreprise. Comment pousser les entreprises à mettre en place des pratiques de gestion des compétences ? C'est à partir de cette interrogation fondatrice que le REC en est venu à questionner l'approche compétences proposée aux entreprises par les acteurs publics et privés en charge de l'accompagnement. **Identifiés par Centre Inffo dans une cartographie commandée par France Stratégie**, ces derniers apparaissent trop souvent déconnectés des enjeux stratégiques et opérationnels des entreprises. **Au "formalisme sans intention" des process clés en main, doit succéder le partage des bonnes pratiques observées dans le quotidien du travail.**

Inffo Formation n°1011, du 1^{er} au 14 juin 2021 ([dossier disponible sur demande](#))

[Et si le partage d'expérience était la meilleure source de formation aux soft skills ?](#)

Tandis que les compétences techniques sont aujourd'hui à renouveler tous les 12 à 18 mois selon l'OCDE, ces compétences comportementales n'ont pas, à proprement parler, de durée de validité. Les organisations sont de plus en plus conscientes que les compétences techniques, même pour des postes techniques, sont insuffisantes pour une réussite ultérieure. Si l'importance des soft skills dans les organisations est de plus en plus admise, **la manière de les développer fait encore débat**. Pour **Sandra Bellier**, docteure en sciences de gestion, ce sont des "**caractéristiques profondes de l'individu**" qui relèvent donc de la nature même des personnes. Pour d'autres, ce sont **des compétences que l'on peut acquérir et développer**. Face à ce constat, comment former aux soft skills ?

[changethework.com](#), 12/05/2021 ([lien vers l'article complet](#))

[Périodique] [Le rôle des compétences transversales dans les trajectoires des diplômés du supérieur](#)

Les compétences transversales influent-elles sur les trajectoires professionnelles des diplômés du supérieur ? Trois études du centre régional associé au Céreq de Dijon apportent des éléments de réponse.

Céreq Bref, n° 408, Juin 2021, 4 p. ([lien vers la publication](#))



ACTUALITES DES OPCO

L'accord constitutif de l'Opco Santé est étendu

Au JO du 1^{er} juin 2021 a été publié [un arrêté du ministère du Travail](#) portant extension de l'accord constitutif de l'Opco Santé, daté du vendredi 21 mai 2021. "Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans leur propre champ d'application, les stipulations de l'accord du 26 février 2019 constitutif de l'opérateur de compétences Santé". L'accord constitutif fait l'objet d'une exclusion qui concerne la branche des pharmacies d'officine car elle n'est pas mentionnée dans l'arrêté du 29 mars 2019.

aefinfo.fr, 01/06/2021

L'Opcommerce crée un label pour les prestataires qui forment des alternants aux métiers du commerce

Après une année 2020 marquée par une forte hausse des embauches en apprentissage dans son périmètre, **l'Opcommerce met en place un nouveau plan d'actions pour franchir le cap des 75 000 contrats en alternance cette année.** Si l'apprentissage a été marqué par le succès, celui-ci s'est fait **au détriment des contrats de professionnalisation.** L'adaptation des formations aux besoins des entreprises du commerce fait partie des priorités de l'opco. Dans cette optique, **il lance le label « Ecole du commerce de demain »** testé actuellement auprès de 8 prestataires en Nouvelle-Aquitaine. Ce label sera accordé aux OF et aux CFA sur d'une dizaine de critères : individualisation des parcours, suivi post-contrat, taux de réussite, innovation, connaissance des spécificités du commerce.... D'ici à 2022, l'opco prévoit de labelliser 4 à 5 prestataires de formation par région.

centre-inffo.fr, 15/06/2021

Formations en alternance : les chiffres 2020 des entreprises du commerce

Les entreprises du commerce ont accueilli 65 814 alternants en 2020 : 45 722 contrats d'apprentissage ont été conclus, en hausse de 264 % par rapport à 2019, et 20 092 contrats de professionnalisation, en baisse de 25 % par rapport à la même année. Pour 2021, **l'Opco vise un objectif de 75 000 contrats en alternance.**

lopcommerce.com, 20/05/2021 ([lien vers le communiqué](#))

Les Opco Atlas et Ocapiat conventionnent avec la CDC pour le cofinancement CPF

Atlas, l'opco des secteurs financiers et du conseil, a signé le 3 juin 2021 **une convention avec la CDC pour gérer les abondements d'une de ses branches adhérentes.** Ce 1^{er} partenariat entre un Opco et le gestionnaire du CPF concerne la branche professionnelle des bureaux d'études techniques. **Il doit permettre de développer l'accès à 12 certifications professionnelles pour les salariés déjà en poste dans les entreprises de la branche.** Une initiative qui vise à éviter d'éventuels restes à charge pour les salariés et à favoriser leur montée en compétences.

Une semaine après l'Opco Atlas, c'est au tour d'**Ocapiat** de **signer une convention avec la Caisse des dépôts et consignations.** Objectif : **abonder le CPF des salariés de TPE-PME et des salariés du secteur alimentaire.** Un montant de 6,2 M€ est prévu au titre de ces abondements pour l'année 2021. L'objectif de cette convention est que le reste à charge pour les salariés éligibles qui souhaite utiliser leur CPF soit nul ou quasiment nul.

aefinfo.fr, 08 et 16/06/2021

Akto : la branche du travail temporaire revoit à la baisse le forfait de prise en charge des CIPI et CDPI

Depuis le 1^{er} juin 2021, le forfait de prise en charge des CIPI (contrats d'insertion professionnelle intérimaire) et des CDPI (contrats de développement professionnel intérimaire) a été revu à la baisse par les représentants de la branche du travail temporaire. Une décision imposée par la forte mobilisation de ces dispositifs associée à une baisse des ressources fiscales découlant de la chute de l'activité dans l'intérim entraînée par la crise sanitaire, explique **Akto**, l'opco dont dépend la branche, dans un communiqué en date du 2 juin 2021.

aefinfo.fr, 04/06/2021



👉 Numérique

"Numérique inclusif, numérique éducatif", nouveau financement de projets de la Banque des territoires, pour 5,5 M€
La Banque des territoires ouvre du 10 juin au 17 septembre 2021 un nouveau financement de projets numériques éducatifs pour un montant global de 5,5 M€. Annoncé le 4 juin à l'occasion du **forum In-FINE**, ce dispositif dénommé "**Numérique inclusif, numérique éducatif**" vise à soutenir pendant 18 mois 15 projets à dimension nationale avec une aide de 100 000 € maximum, et 65 à impact territorial pour 50 000 €. Ces projets doivent être pensés comme "une réponse complémentaire aux initiatives déjà engagées" et **répondre aux problématiques de fractures numérique et éducative liées à la crise sanitaire.**

aefinfo.fr, 07/06/2021

La moitié des groupes de la tech jugent les formations aux métiers de la data insuffisantes

À la demande de la **Mission numérique gouvernementale des grands groupes**, Kantar et l'**ESSEC Business School** ont mené **une étude afin de recueillir la perception de ces grands groupes quant à l'avenir des métiers de la data.** Si 70 % des 104 répondants affirment que leur entreprise va embaucher dans les prochains mois des data scientists, seuls 43 % d'entre eux considèrent que les **formations proposées aujourd'hui par l'enseignement supérieur pour les métiers de la data** sont suffisamment en lien avec le monde de l'entreprise, et **51 % estiment qu'elles ne sont pas suffisantes.** Guillaume Chevillon, professeur en économétrie et statistique à l'**ESSEC Business School** précise que « les grands groupes français déplorent le manque de compétences hybrides en France, entre data et métiers de même qu'entre hard et soft skills. Ceci constitue un appel à **renforcer les formations mêlant science des données, sciences humaines, sociales et de management** qui se sont développées ces dernières années à travers des alliances entre universités, écoles d'ingénieurs et écoles de commerce. Le plus grand obstacle à la croissance ne semble pas être la pénurie de data scientists, mais le manque de leaders formés aux sciences des données et à l'IA». De son côté, **Cédric O**, secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, a rappelé que, « grâce à des dispositifs comme celui de la Grande École du Numérique, **la France prévoit d'offrir 10.000 nouvelles entrées en formations aux métiers du numérique d'ici 2022** ».

info-socialrh.fr, 03/06/2021 ([lien vers l'article complet](#))

👉 Marché de l'emploi et des entreprises

Le Gouvernement renforce les solutions de mobilité pour améliorer l'accès à l'emploi

En France près de **7 millions de personnes connaissent des difficultés à se déplacer**, soit environ 20 % de la population en âge de travailler. 28% des personnes en insertion professionnelle abandonnent leur emploi ou leur formation pour des raisons de mobilité. Dans le cadre du renforcement de la **Stratégie pauvreté**, le gouvernement a souhaité lancer des "**mesures de soutien à la mobilité solidaire**". D'ici 2022, **70 millions d'euros y seront consacrés par l'État.** L'exécutif compte créer **34 plateformes mobilité** en 2021, dans les zones non encore pourvues. Le gouvernement souhaite aussi **accompagner 20 000 personnes éloignées de l'emploi pour diagnostiquer et lever les freins à la mobilité.** Le gouvernement compte aussi **développer des solutions de mobilité solidaire** par les structures de l'insertion par l'activité économique et **renforcer le « micro-crédit mobilité »** pour financer l'acquisition d'une voiture ou d'un deux roues, le permis de conduire ou l'assurance automobile.

travail-emploi.gouv.fr et aefinfo.fr, 28/05/2021 ([lien vers le communiqué du ministère](#))

88% des employeurs déclarent avoir des difficultés à recruter (baromètre Manpower)

Le baromètre Manpower publié le 9 juin donne les résultats de son enquête sur les perspectives d'emploi pour le 3^{ème} trimestre 2021 et vient confirmer la reprise progressive mais soutenue de l'emploi. **Les intentions d'embauche continuent de progresser avec une hausse de 9%** par rapport au trimestre précédent. Au total, **30% des employeurs interrogés prévoient de retrouver des niveaux d'avant-Covid d'ici fin septembre 2021.** Avec un point d'alerte sur la **pénurie de compétences** : près de 90% des employeurs sondés éprouvent des difficultés à recruter.

centre-inffo.fr, 17/06/2021 ([article complet disponible sur demande](#))



Les DRH militent pour une rénovation de notre modèle de dialogue social

Selon la dernière enquête de l'ANDRH, publiée le 8 juin, **les entreprises militent pour le maintien des mesures exceptionnelles en matière d'activité partielle et de dialogue social**. Le retour sur site après une année de télétravail imposé fait l'actualité des DRH. « **Nous allons vers la mise en place d'un travail hybride**. Il n'y aura pas de retour en arrière. Il faut donc préparer l'avenir. Des réflexions sont en cours. **Le financement de la formation professionnelle inquiète les DRH**. 61% des interrogés expriment un besoin de stabilité et souhaitent un rythme de réformes moins soutenu. Celle de la formation professionnelle représente, pour près de 40% des répondants, un levier de la reprise. Avec un bémol. « **La question du financement et du fonctionnement des Opco préoccupe les entreprises qui ont beaucoup développé l'alternance**. Il ne faudrait pas hypothéquer cette dynamique ».

centre-inffo.fr, 10/06/2021

POLE EMPLOI

Emplois non pourvus : Élisabeth Borne invite les entreprises à davantage s'appuyer sur l'offre de Pôle emploi

Alors que **la question des emplois non pourvus** revient sur le devant de la scène en cette période de reprise d'activité, **Élisabeth Borne invite les entreprises concernées à se rapprocher de Pôle emploi**, expliquant que la mobilisation de l'opérateur sur le sujet "porte ses fruits". La ministre du Travail indique que la grande majorité des offres déposées sur le site de Pôle emploi sont pourvues, mais que la plupart des offres disponibles ne sont pas confiées à l'opérateur.

aefinfo.fr, 09/06/2021

Pôle emploi lance un appel à manifestation d'intérêt pour "lever les freins sociaux à l'emploi"

"Pôle emploi souhaite continuer à innover pour répondre à l'ensemble des besoins des demandeurs d'emploi. La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté lancée en septembre 2018 par le gouvernement encourage le développement de modalités d'accompagnement traitant à la fois des difficultés sociales et professionnelles", rappelle Pôle emploi dans son [appel à manifestation d'intérêt en cours sur les freins à l'emploi](#). Pôle emploi souhaite ouvrir aux entreprises privées et aux fondations la possibilité de s'engager à ses côtés en faveur d'un **marché de l'emploi plus inclusif**". Parmi les freins, figurent les problèmes liés à la mobilité, au logement, à la santé, à l'exclusion numérique, à la famille, à la précarité financière, aux difficultés administratives et juridiques et à la maîtrise de la langue. Les projets peuvent être déposés jusqu'au 31 décembre 2021.

aefinfo.fr, 01/06/2021

Quartiers prioritaires : l'accompagnement "Equip'emploi" de Pôle emploi est déployé dans les 66 agences visées

Le Premier ministre **Jean Castex** a annoncé, fin janvier, **un renforcement de 66 agences Pôle emploi accueillant le plus de demandeurs d'emploi des QPV**. L'objectif du gouvernement était de doter ces agences de moyens humains supplémentaires, afin de réduire la taille des portefeuilles et de développer des actions "d'aller vers". **Pôle emploi présente, le 3 juin 2021, les contours du dispositif " Equip'emploi"**, [sur son site internet](#). Lancé en avril 2021, le dispositif est désormais déployé dans les 66 agences ciblées par le gouvernement. Les chômeurs bénéficiaires sont les résidents des QPV, mais aussi les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires des minima sociaux, ou encore les chômeurs reconnus travailleurs handicapés.

aefinfo.fr, 04/06/2021

TikTok et Pôle emploi créent un espace dédié aux jeunes !

Du 4 au 11 juin 2021, **TikTok et Pôle emploi accompagnent les utilisateurs de la plateforme dans leur projet professionnel et créent un espace entièrement dédié à l'emploi et la formation**, directement accessible sur l'application. Baptisée **#MissionEmploi**, cette initiative témoigne de la volonté de TikTok de s'engager auprès de sa communauté d'utilisateurs français, notamment les plus jeunes, et des entreprises, en les aidant à être découverts et à se connecter les uns aux autres.

jai-un-pote-dans-la.com, 04/06/2021 ([lien vers l'article complet](#))



TELETRAVAIL

[Protocole sanitaire] À compter du 9 juin, le télétravail ne sera plus "la règle" pour les activités qui le permettent

Le ministère du Travail a transmis aux partenaires sociaux [une nouvelle version du protocole national "pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise"](#), en vue de la prochaine étape du déconfinement, prévue le 9 juin.

À compter de cette date, **le télétravail ne sera plus "la règle pour l'ensemble des activités qui le permettent"**. Ce sera aux employeurs de fixer, "dans le cadre du dialogue social de proximité, un nombre minimal de jours de télétravail par semaine, pour les activités qui le permettent".

aefinfo.fr, 27/05 et 02/06/2021

Retour au bureau : l'étape du 9 juin ne constitue pas "un retour pur et simple à l'organisation d'avant"

À compter du 9 juin 2021, **le télétravail ne sera plus impératif pour toutes les activités qui le permettent**. Pour autant, prévient le ministère du Travail dans un document rédigé avec l'Anact, "**le travail ne reprend pas 'comme avant'**". Il s'agit de réapprendre ensemble de nouvelles manières de faire son travail en sécurité". Le ministère du Travail a transmis aux partenaires sociaux, le 29 mai 2021, [une "fiche-conseil employeur" consacrée au retour sur site des salariés en télétravail](#), intitulé "Comment accompagner le retour en entreprise des télétravailleurs".

aefinfo.fr, 31/05/2021

SANTE ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

[Analyse] **Quelles conséquences de la crise sanitaire sur les conditions de travail et les risques psycho-sociaux ?**

La crise sanitaire et les mesures mises en place pour freiner la propagation du virus ont conduit à de **considérables changements au sein du monde du travail. Comment les conditions de travail des salariés ont-elles évolué pendant cette période ?** [L'enquête Tracov](#), est la 1^{ère} enquête statistiquement représentative consacrée aux conséquences de la crise sanitaire sur les conditions de travail. Elle relate que 54 % des travailleurs ont eu une relative stabilité des conditions de travail par rapport à l'avant-crise sanitaire et 32 % ont eu des conditions de travail en partie dégradées.

dares.travail-emploi.gouv.fr, 28/05/2021 ([lien vers l'enquête](#))

Les activités de bureau présentent des risques professionnels spécifiques à prendre en compte

Le travail de bureau peut paraître dénué de tout danger. Pourtant, ces activités présentent **des risques professionnels spécifiques qu'il convient de prévenir**, rappelle l'assurance maladie lors d'un webinar, le 25 mai 2021. Chutes, troubles musculo-squelettiques, douleurs dorsales et risques psychosociaux sont les 4 principaux risques. Un million de journées de travail de bureau sont perdues chaque année du fait de ces risques professionnels, les accidents du travail engendrant en moyenne 70 jours d'arrêt, et les maladies professionnelles 243 jours.

aefinfo.fr, 27/05/2021

ACTUALITES DES FILIERES

Après le succès de sa première édition digitale en mars 2021, le salon "Talents For the Planet" se tiendra le 21 octobre Pour assurer sa tenue dans les meilleures conditions sanitaires, **la 1^{ère} édition en présentiel de Talents for the Planet, dédié aux métiers, aux formations et à l'emploi du développement durable, prévue le 17 juin, est reportée au 21 octobre prochain**. Le succès de l'édition digitale centrée principalement sur les formations spécialisées a donné un avant-goût de l'intérêt porté par le grand public et les professionnels sur ce nouvel événement. Au salon présentiel à Paris-La Défense, s'ajoutera un forum digital de recrutement national en octobre et novembre.

aefinfo.fr, 28/05/2021



Iperia émet sept préconisations pour promouvoir la formation des assistants maternels et des salariés de particuliers
Plus de 700 000 postes seront à pourvoir d'ici à 2030 dans **le secteur de l'emploi à domicile** du fait des départs en retraite. C'est l'une des données clés de [l'étude prospective](#) menée par Iperia pour le compte des **branches des assistants maternels et des salariés du particulier employeur**. Ce travail réalisé dans le cadre de **l'Edec signé avec l'État pour la période 2018-2020** met aussi en exergue l'impact des évolutions démographiques sur les besoins en recrutement d'un secteur qui emploie aujourd'hui 1,4 million de salariés. Le nombre de créations d'emplois d'ici à 2040 est ainsi évalué à 65 000 dans le champ de l'accompagnement des personnes âgées. Pour le métier d'assistant maternel, les besoins supplémentaires en emploi sont estimés à plus de 14 000. Ce travail pose les bases de **nouveaux travaux en matière de certifications professionnelles, de gestion des parcours et de promotion des métiers**. Iperia a présenté **13 préconisations émises dans le cadre du CEP sur l'évaluation des besoins en emploi des branches des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs, engagé entre 2018 et 2020**. Sept concernent directement la formation qu'il s'agisse de valoriser par la certification la polycompétence des employés familiaux ou de renforcer la qualification des professionnels de l'accueil individuel.

aefinfo.fr et centre-inffo.fr, 10 et 16/06/2021

Formation en sécurité privée : l'Unafos et le FPS devraient sceller leur union le 6 octobre prochain

L'Unafos et le FPS annoncent, le 15 juin 2021, avoir trouvé **un accord sur les projets de statut, de règlement intérieur et de gouvernance de la future organisation professionnelle de la formation en sécurité privée issue de leur rapprochement**. La nouvelle organisation devrait s'appeler "l'Union française des acteurs de compétences en sécurité". Initialement prévue mi-juin, la création de l'Ufacs devrait être officiellement entérinée le 6 octobre 2021.

aefinfo.fr, 15/06/2021

EN BREF : Le chiffre d'affaires de la filière cybersécurité a augmenté de 11,5 % en 2020

ACTUALITES DES ENTREPRISES

Renault signe un accord social unanime pour regrouper ses usines du Nord pour la production de véhicules électriques

La direction de **Renault** et l'ensemble des organisations syndicales de 3 sites industriels du Nord (Douai, Maubeuge et Ruitz) ont signé, le 8 juin 2021, **un accord donnant naissance à un pôle de production de véhicules électriques baptisé "ElectriCity", qui constituera une nouvelle entité juridique**. Cette entité regroupera les 5 000 salariés des 3 sites existants, 700 emplois en CDI devant venir renforcer les équipes. Le constructeur mise sur la formation des salariés et a modernisé son package social dans un but d'amélioration de la performance.

aefinfo.fr, 09/06/2021

Safran signe un accord européen sur le développement des compétences et la sécurisation des parcours

Poser "des principes communs servant de cadre de référence à l'ensemble des filiales européennes, dans l'objectif de maintenir au meilleur niveau et de développer les compétences et les expertises, de dynamiser l'évolution professionnelle et de garantir l'employabilité de tous". C'est l'ambition de **l'accord-cadre européen qui vient d'être signé par la direction de Safran et la fédération syndicale européenne de l'industrie, IndustriAll Europe**. L'accord "fixe, pour la première fois, **un objectif chiffré en matière de formation**", indique [un communiqué du 8 juin 2021](#).

safran-group.com et aefinfo.fr, 08 et 10/06/2021

EN BREF : 75 % des entreprises du CAC 40 ont baissé la rémunération de leurs dirigeants en 2020 (baromètre Galea)



↳ Insertion

INSERTION DES PERSONNES ELOIGNEES DE L'EMPLOI

Territoires zéro chômeur : lancement de la nouvelle phase d'expérimentation

L'arrêté relatif à l'approbation du cahier des charges "Appel à projets - Expérimentation 'territoire zéro chômeur de longue durée'" est publié au JO du 11 juin 2021. Il s'agit du "lancement de la nouvelle phase d'expérimentation", salue le ministère du Travail dans son communiqué. Les nouveaux territoires volontaires pourront candidater au cours des 3 prochaines années pour venir rejoindre les 10 déjà engagés dans l'expérimentation. La loi en prévoit 50, avec une marge de manœuvre supplémentaire pour ne pas laisser de côté d'autres territoires qui seraient prêts.

travail-emploi.gouv.fr et aefinfo.fr, 11/06/2021 ([article complet disponible sur demande](#))

LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME ET INSERTION DES MIGRANTS

Apprentissage du français : les coordinations territoriales linguistiques favorisent les échanges entre acteurs

La maîtrise de la langue française constitue un enjeu fort pour l'insertion professionnelle des migrants. Afin d'y répondre, les territoires franciliens se mobilisent. A l'initiative du **Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)** de la Préfecture de Paris et d'Ile de France, et avec l'appui des deux Cheffes de projet Coordinations Territoriales Linguistiques: **Sophie SARRAZIN** du **Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue (CDRIML)** porté par le **GIP Compétences de l'académie de Versailles** et **Charlène de Barros** de l'association **Réseau Alpha**, s'est tenu le 31 mai 2021 un **séminaire de rencontre des coordinations territoriales linguistiques**. Celui-ci a rassemblé près de 80 personnes dans le cadre d'un évènement organisé en distanciel. Cette rencontre a permis de partager les différentes pratiques et organisations portées par les coordinations, mais également de **favoriser la sécurisation des parcours**. Les témoignages et les échanges durant le séminaire ont permis une circulation efficace de l'information et ont rappelé **l'importance de mailler les dispositifs sur les territoires pour accompagnement des publics en fonction de leurs besoins**. Notamment grâce à la cartographie de l'offre linguistique de **Défi métiers** qui référence l'offre de formation d'apprentissage et de maîtrise du français achetée par les pouvoirs publics et qui s'articule autour de 3 parcours : intégration, insertion professionnelle et parcours professionnel.

Voir aussi : l'interview de Charlène De Barros sur le thème des Coordinations Territoriales Linguistiques en IdF.

defi-metiers.fr, 02 et 08/06/2021 ([lien vers l'article complet](#))

Emmanuel Macron fait de la lecture une « grande cause nationale »

En 2020, 9,5 % des jeunes participants à la Journée défense et citoyenneté (JDC) rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture. Le tiers d'entre eux peut être considéré **en situation d'illettrisme**. Par ailleurs, plus d'un jeune sur 10 a une maîtrise fragile de la lecture. Les performances en lecture progressent avec le niveau d'études et sont plus élevées chez les filles que chez les garçons. Les jeunes des DROM sont particulièrement concernés par les difficultés de lecture. En métropole, c'est au nord que les difficultés de lecture sont les plus fréquentes.

La lecture devient la "grande cause nationale" 2021-2022, annonce l'Élysée le 17 juin 2021 à l'occasion d'un déplacement **d'Emmanuel Macron** consacré à l'éducation, la langue française et la lecture. Il s'agit d'apporter un signal en faveur de **"la lutte contre l'illettrisme"**. [Lien vers le communiqué de presse de l'Élysée](#).

Note d'Information de la DEPP n° 21.27, juin 2021 ([lien vers le communiqué](#)) et elysee.fr, 17/06/2021

Ressources sur l'illectronisme

Solidarité numérique : un nouveau site pour lutter contre l'illectronisme

Les mesures de confinement mises en place pour lutter contre le COVID-19 accentuent **la fracture numérique**. [La plateforme Solidarite-numerique.fr](#) a été lancée pour aider les personnes en difficulté face aux outils numériques.

vie-publique.fr, 02/04/2021

Illectronisme : nouvelle fracture française

Entreprise & Carrières n°1530, du 24 au 30 mai 2021 ([article disponible sur demande](#))



HANDICAP

[La prime à l'embauche de travailleurs handicapés prolongée jusqu'en décembre](#)

Le Gouvernement a annoncé le 28 mai 2021 que la prime de 4.000 euros proposée par l'État, dans le cadre du plan de relance, afin de favoriser l'embauche de personnes en situation de handicap, était prolongée de 6 mois, jusqu'au 31 décembre. Cette aide, lancée en août dernier avec une enveloppe globale de 100 millions d'euros, porte ses fruits puisqu'elle a permis jusqu'à présent plus de 11.000 recrutements, dont 65 % en CDI, a souligné la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, **Sophie Cluzel**. Le dispositif, proposé pour toute embauche en CDI ou CDD de plus 3 mois d'une personne en situation de handicap, devrait permettre un total de 30.000 recrutements, avait indiqué en novembre le chef du Gouvernement. Prévues initialement jusqu'au 28 février, la prime avait déjà été prolongée jusqu'au 30 juin, et désormais jusqu'au 31 décembre.

info-socialrh.fr, 31/05/2021 ([lien vers l'article complet](#))

[La prise en compte du handicap dans les certifications professionnelles](#)

France compétences vient de mettre en ligne [la note d'analyse « Prise en compte des situations de handicap, de l'accessibilité et de la conception universelle dans les référentiels de certification professionnelle »](#). Cette note souligne que « **ces prises en compte doivent se réaliser à 2 niveaux** : dans la phase de conception de la certification au moment de l'analyse du travail qui se traduira dans le référentiel de compétences et les blocs de compétences, et dans la phase d'évaluation des compétences par l'aménagement des épreuves qui se traduira dans le référentiel d'évaluation mais surtout dans les règlements des certificateurs ».

francecompetences.fr via l'Aperçu Formation, 28/05/2021

[Baromètre Cap'emploi 2020 : une année marquée par la crise](#)

Cheops, organisme qui représente les **Cap'emploi**, a présenté son **bilan pour l'année 2020**. L'activité a été impactée par le 1^{er} confinement, notamment **l'axe de formation pour les demandeurs d'emploi**. Le nombre de formations qualifiantes de travailleurs handicapés est en baisse de 15% par rapport à 2019, et celui des formations pré-qualifiantes en recul de 28%. Même les PMSMP (périodes de mise en situation professionnelle), en hausse constante depuis 2014, ont baissé de 39%. En matière d'accès à l'emploi, 77 444 placements ont pu être réalisés par Cap emploi, soit une baisse de 9% par rapport à 2019, de 23% pour les CDI et de 21% pour les créations d'entreprise. « Les aides de l'Etat ont toutefois permis de limiter la baisse ». Les placements de Cap emploi en entreprises adaptées ont baissé de 6%. Les opérations de maintien dans l'emploi ont elles aussi baissé de 11%. « Nous devons alerter les employeurs sur la nécessité d'aménager aussi les postes en télétravail ». **Parmi tous ces indicateurs à la baisse, l'apprentissage est « l'exception remarquable de 2020 »**. Les entrées en apprentissage ont en effet progressé de 34% par rapport à 2019 : « Le résultat de beaucoup de communication, et des aides exceptionnelles de l'Agefiph ». **L'activité de conseil en évolution professionnelle a également progressé de 13% en 2020**. Le rapprochement entre Cap emploi et Pôle emploi a été décidé par le gouvernement avec 4 ambitions : améliorer le recrutement des travailleurs handicapés, proposer sur un lieu unique une offre de services intégrée, et apporter une expertise et un diagnostic croisés. **L'expérimentation engagée dans 19 sites pilotes en décembre 2019 a été étendue depuis le début de l'année à 257 sites, et le rapprochement sera généralisé mi-2022.**

centre-inffo.fr, 31/05/2021 ([lien vers l'article complet](#))



👉 Territoires

Signature d'un accord de partenariat entre l'État et l'AdCF - Intercommunalités de France

La ministre du Travail a signé avec le président de l'Association des communautés de France (AdCF) et le président de la communauté d'agglomération du Grand Chalon, **un accord de partenariat entre l'État et l'AdCF, portant sur la mobilisation des intercommunalités en faveur de l'emploi et des qualifications dans le cadre de France Relance et du plan « 1 jeune, 1 solution »**. L'objectif est de **renforcer le travail en commun entre les intercommunalités et l'ensemble des acteurs au bénéfice de l'emploi, et particulièrement de l'emploi des jeunes**. Ce partenariat vise également à conforter la mobilisation engagée au titre du **programme « Territoires d'industrie »** dont 500 intercommunalités sont co-animatrices avec leurs partenaires industriels.

travail-emploi.gouv.fr, 28/05/2021 ([lien vers le communiqué du ministère du travail](#))

ILE-DE-FRANCE

L'appel à projets « Paris Tous En Jeux » 2021 est lancé

[La 3^{ème} édition de l'appel à projets « Paris Tous En Jeux »](#) a pour objectif **d'apporter aux Parisien(ne)s éloigné-e-s de l'emploi et issu-e-s des quartiers populaires des formations professionnelles dans les métiers mobilisés par les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024**. L'édition 2021 s'inscrit dans **le contexte de la crise sanitaire et économique qui touche la France depuis début 2020**. Celui-ci doit ainsi répondre aux enjeux identifiés par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (COJO) dans des domaines prioritaires, qui joueront un rôle majeur dans la nouvelle économie : **le secteur de l'organisation** (métiers de la sécurité privée, du transport, de la logistique, de la propreté, de la gestion des déchets et de l'accueil) ; **le secteur de la construction** (bâtiment et travaux publics) ; et **le secteur de la restauration**. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 8 juillet 2021.

defi-metiers.fr, 25 et 26/05/2021 ([lien vers l'article complet](#))

La Ville de Paris lance un appel à projets autour des métiers des services à la personne et du soin

Tournée vers la formation, [Paris Emplois à Domicile](#) est la **1^{ère} édition d'un nouvel projet visant à former des publics éloignés de l'emploi à des métiers en tension non délocalisables**. La finalité principale du dispositif est de renforcer l'insertion professionnelle des Parisien(ne)s **dans les métiers des services à la personne et du soin**. Il vise aussi à contribuer à **une meilleure attractivité de ces métiers** qui ont besoin de valorisation et de visibilité. Sont éligibles les **projets de formation à visée d'insertion professionnelle** qui concernent au minimum 10 personnes par an, dans les métiers les plus porteurs des services à la personne recherchant des synergies et passerelles entre acteurs et permettant l'émergence de formats innovants. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 28 juin 2021.

defi-metiers.fr, 04/06/2021 ([lien vers l'article complet](#))

Ile-de-France : Marie Morel réfléchit aux moyens de rendre le service public régional de l'orientation plus efficace

Comment rendre le SPRO (Service public régional de l'orientation) plus efficace ? Telle est l'interrogation à l'origine de l'idée de **création d'une « agence de l'orientation »**, dont la préfiguration a été confiée par la présidente de la Région Ile-de-France **Valérie Pécresse** à **Marie Morel**, directrice formation. **La Région doit également coordonner les différents acteurs**, et rendre visibles les services des partenaires, les mettre en œuvre et les diffuser de manière homogène sur tous les territoires. **La future agence de l'orientation aura vocation à « organiser les choses qui sont aujourd'hui au sein de structures démultipliées »**, afin de rendre la gestion de l'orientation plus efficace. Marie Morel identifie plusieurs grands enjeux dans l'orientation : les scolaires ne font pas toujours des choix mûrement réfléchis et en toute connaissance de cause pour leur orientation, les décrocheurs et les publics fragiles ont besoin d'un accompagnement personnalisé, et il existe un enjeu important en termes de reconversion, notamment depuis la crise sanitaire. Pour Marie Morel, l'enjeu de la réussite d'un tel service est également le **développement économique de la Région**, qui peut orienter les publics en fonction des emplois recherchés sur le territoire francilien.

centre-info.fr, 09/06/2021 ([article complet disponible sur demande](#))



[Learning Lab Paris-CDG : un outil territorial innovant de découverte métiers](#)

Grâce aux synergies développées entre le **Learning Lab Paris-CDG** et la **Cité des métiers du Grand Roissy-Le Bourget**, la zone d'emploi aéroportuaire du nord de l'Île-de-France dispose d'un **outil exceptionnel dédié à l'orientation et à la formation**. Le 1^{er} projet de ce Learning Lab est la **création d'un terminal aéroportuaire numérisé** qui servira de support à un **outil de réalité virtuelle**. Des formateurs se sont déjà réunis pour réfléchir à l'intégration de cet outil dans des formations. La 1^{ère} réunion stratégique du Learning Lab, appelée **Board**, se tiendra le 1^{er} octobre.

defi-metiers.fr, 11/06/2021 ([lien vers l'article complet](#))

QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE (QPV)

Les chiffres-clés des QPV

L'**Observatoire national de la politique de la ville** (ONPV) vient de publier [une série de 19 fiches chiffres clés des quartiers prioritaires de la politique de la ville](#) portant sur les **trois thématiques suivantes** : [Emploi](#), [Éducation](#) et [Pauvreté](#). Pour chacun des thèmes, une infographie est disponible dans la rubrique "Les dix chiffres-clés".

Observatoire national de la politique de la ville (ONPV), ANCT, juin 2021

[Podcast] La politique de la ville en Ile-de-France. La mobilisation des acteurs face aux effets de la crise sanitaire

Objectifs du séminaire : tirer des enseignements de la crise sanitaire dans les quartiers prioritaires, valoriser les initiatives menées dans les territoires et partager les priorités en matière d'action publique. Au programme des interventions : "La politique de la ville à l'aune de la crise", "De la continuité éducative aux quartiers d'été", "L'adaptation de l'accompagnement vers l'insertion", "Enseignement en matière de résilience territoriale dans les QPV", "Quelles ambitions pour lutter contre les inégalités de Santé ?". [Écouter le podcast](#)

Réseau des centres de ressources politique de la ville Ile-de-France, juin 2021. 3h51mn

👉 Europe et international

[Le Parlement européen donne son feu vert pour un FSE+ d'un montant de 88 milliards d'euros](#)

Le Parlement européen a donné son feu vert final pour un FSE+ le 8 juin 2021. Il est doté d'un montant de 88 milliards d'euros et couvre la période 2021-2027. Les États membres dont le pourcentage de jeunes Neet entre 2017 et 2019 dépasse la moyenne européenne, devraient consacrer au moins 12,5 % de leurs ressources FSE+ en vue d'aider ces jeunes à renforcer leurs aptitudes et compétences ou à trouver un emploi de qualité.

aefinfo.fr, 09/06/2021

[Europass : un nouvel outil pour mettre en valeur ses compétences](#)

Laurent Lascrou et **Marielle Gaudin**, chargés de promotion Europass à l'agence Erasmus+ France Education/Formation ont présenté [le dispositif Europass](#) lors d'une réunion thématique du réseau Emplois Compétences. « C'est un outil européen, un guichet unique qui valorise toutes les compétences, quels que soient leurs modes d'acquisition et répond aux besoins de recherche de talent des entreprises. Son usage peut aussi être national ». Cette plate-forme, fonctionnelle depuis le 1^{er} juillet 2020, présente **4 grandes fonctionnalités principales** : aider les citoyens à présenter leurs compétences par un portfolio, présenter une source d'informations sur l'emploi, les formations, les qualifications, favoriser l'interopérabilité avec d'autres plateformes et émettre des documents numériques pour attester des compétences. **Elle existe dans 35 pays en 29 langues, et « est accessible à tous gratuitement ».** L'outil propose également de s'auto-évaluer en langues et dans ses compétences numériques. **Europass s'inscrit pleinement dans le cadre européen des certifications**, car « les systèmes différents sont un obstacle majeur à la mobilité ». Europass doit ainsi permettre d'accéder à des informations sur les emplois recherchés à tel ou tel endroit, quelles sont les compétences attendues, quelles formations peuvent y répondre, et aider à comprendre les systèmes de qualification en Europe.

centre-inffo.fr, 28/05/2021



La Commission européenne lance une initiative pour "remédier aux pénuries de compétences" via les migrations

Dans le cadre du **nouveau pacte sur la migration et l'asile**, la Commission européenne lance l'**initiative "partenariats destinés à attirer les talents"**, le 11 juin 2021. L'objectif est de **contribuer à remédier aux "pénuries de compétences" dans l'Union européenne et de renforcer les partenariats en matière de migration avec des pays tiers**. Afin de faire coïncider les compétences des travailleurs originaires de pays tiers avec les besoins du marché du travail au sein de l'UE, les partenariats "devraient devenir un élément essentiel des relations de l'UE avec les pays partenaires pour gérer ensemble les migrations", estime la Commission européenne.

aefinfo.fr, 14/06/2021

L'UE mobilise 700 millions d'euros en faveur du Partenariat mondial pour l'éducation pour la période 2021-2027

L'Union européenne contribue à hauteur de 700 millions d'euros au Partenariat mondial de l'éducation destiné à "transformer les systèmes éducatifs pour plus d'un milliard d'enfants dans 90 pays et territoires", indique la Commission européenne le 10 juin 2021. Ce soutien, annoncé dans la perspective du sommet du G7, porte sur la **période 2021-2027**, précise la présidente de la Commission **Ursula von der Leyen**. "Avec un engagement accru de 100 millions d'euros par an en faveur du Partenariat mondial pour l'éducation, nous garantirons des investissements durables et à long terme dans les systèmes éducatifs", souligne la commissaire chargée des partenariats internationaux, **Jutta Urpilainen**. "L'Union européenne et ses États membres forment la moitié du soutien mondial à l'éducation ». L'éducation doit être au cœur de la reprise, avec une attention particulière" pour les filles.

aefinfo.fr, 10/06/2021

Travailleurs des plateformes : la Commission européenne lance une 2^{ème} phase de consultation des partenaires sociaux

"La Commission européenne lance une 2^{ème} phase de consultation des partenaires sociaux européens sur la manière d'améliorer les conditions de travail des personnes travaillant par l'intermédiaire de plateformes de travail numériques", le 16 juin 2021. Après une 1^{ère} consultation, du 24 février au 7 avril, pendant laquelle 14 partenaires sociaux de l'Union ont adressé des pistes de réponse à la Commission, cette nouvelle phase porte sur statut professionnel et l'accès aux droits du travail et à la protection sociale, la gestion algorithmique dans le travail, ou encore la représentation collective et le dialogue social. La consultation s'achèvera le 15 septembre 2021.

aefinfo.fr, 17/06/2021

👉 Education

Feuille de route RH : les 15 mesures prioritaires de l'académie de Versailles

L'académie de Versailles présente, le 27 mai 2021, les **150 actions** de sa "**feuille de route RH**". Leur déploiement sera suivi par "**un comité dédié et un pilote identifié** sur chaque thématique en charge du suivi de la mise en œuvre". Elles comportent **3 axes** : l'accompagnement individuel des personnels, un renouvellement de la politique d'encadrement, et des mesures spécifiques à 8 thématiques. **Le rectorat met en avant une quinzaine de mesures, dont 4 qui seront déployées à la rentrée, en matière de numérique, de mentorat et concernant le 1^{er} degré et l'inter-degré**. D'autres dispositions seront mises en place de septembre à juin 2022.

aefinfo.fr, 28/05/2021 ([article complet disponible sur demande](#))

[Rapport] Formation continue, remplacements, souffrance... les difficultés à surmonter pour l'Éducation nationale

Catherine Osson (LREM, Nord) a rendu, en juin 2021, son [rapport de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020](#) pour la mission Enseignement scolaire, au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale. **Le budget 2020 de l'Éducation nationale a légèrement été sous-exécuté**, selon le rapport. Cela résulte notamment de la crise sanitaire qui a entraîné des économies pour le MEN. L'élue regrette que **les crédits de la formation continue soient "régulièrement sous-consommés"**, pointe les difficultés autour des **postes vacants et des remplacements** et recommande une revalorisation des médecins scolaires. Elle analyse également la situation des **"personnels en difficulté"**.

aefinfo.fr, 16/06/2021 ([article complet disponible sur demande](#))



Laïcité : l'éducation nationale annonce un plan de formation sur quatre ans pour les personnels

Dans [un texte d'une quinzaine de pages](#), Jean-Pierre Obin fait état d'une « confusion intellectuelle » constatée après avoir interrogé des enseignants, des élèves et des personnels de l'éducation nationale sur leur définition de la laïcité et des valeurs républicaines. **Il propose un plan de formation qui permettrait, en 4 ans, d'offrir un « premier niveau de formation à la laïcité » aux personnels, par le biais d'une journée de formation dans chaque établissement scolaire du territoire.** Jean-Michel Blanquer en a pris acte, en détaillant, lundi 14 juin, les principaux points retenus. Fidèle aux propositions du rapport, l'éducation nationale lancera, dès la rentrée 2021, **un plan de formation sur 4 ans**. Mille formateurs suivront d'abord un enseignement intensif, avant de rayonner dans « chaque école, collège ou lycée », a précisé le ministère dans [un communiqué de presse](#). Les formations dispensées dans les établissements seront à destination « de tous les personnels, quel que soit leur statut ». La formation initiale des enseignants évolue également, en conformité avec les propositions de Jean-Pierre Obin.

lemonde.fr et education.gouv.fr, 14/06/2021 ([article complet disponible sur demande](#))

Une mission d'information de l'Assemblée sur l'enseignement hybride et à distance rendra un rapport fin novembre

La réunion constitutive de la [mission d'information relative à "l'enseignement hybride et à distance"](#) a nommé le 2 juin 2021 les députés **Frédéric Reiss** (LR, Bas-Rhin) et **Béatrice Piron** (LaREM, Yvelines) pour en être son président et sa rapporteure. Cette mission, dont **la remise du rapport est prévue pour fin novembre**, porte sur **"le cadre juridique et statutaire" de l'enseignement hybride et à distance**. Il s'agit d'appréhender différents angles juridiques de cette situation : droits et devoirs des enseignants en termes d'horaire, d'image, de déconnexion, de formation. La mission devrait également se pencher sur les problématiques de limite entre les sphères publique et privée et envisager le point de vue des enfants et des parents, au regard, par exemple, du droit à l'image.

aefinfo.fr, 02/06/2021

L'éducation nationale labellise 253 « internats d'excellence » tournés vers leur territoire et la mixité sociale

L'éducation nationale vient de **concrétiser le « plan internat »** annoncé en 2019 par Jean-Michel Blanquer. **Les 253 établissements concernés bénéficieront d'un « label qualité » censé améliorer leur attractivité**. Seules 79,6 % des places sont actuellement occupées.

lemonde.fr, 13/06/2021

EN BREF : [Questions-réponses de l'Education Nationale sur le BAC 2021](#)



EN BREF

Nominations : Cabinet d'Élisabeth Borne : l'ancien directeur de cabinet **Thomas Audigé** est remplacé par **Stéphanie Schaer** ; **Gwénaél Frontin** devient **directeur adjoint** ; **Fabien Pérus** quitte le cabinet et sera remplacé par **Anna Gomez-Colombani** et **Irina Schapira** qui deviennent respectivement **conseillère budgétaire et Relance** et **conseillère Assurance chômage et Accompagnement vers l'emploi** / **François Deluga** a été réélu **président du CNFPT**



LES BONNES LECTURES DU CAR

☛ EDUCATION PERMANENTE N° 227 : L'AFEST : cadrages et débordements

Emmanuelle Begon et Laurent Duclos, juin 2021, 240 p.



Éducation permanente entend témoigner de la façon dont les formations en situation de travail sont ainsi sorties du « laboratoire », mais aussi rendre compte de la manière dont elles transforment le visage et les usages fortement routinisés de la formation. Les AFEST ne sauraient en effet rester une seule affaire de pédagogie, elles deviennent aussi une affaire de management et d'organisation du travail. [Consulter le sommaire](#)

[Lien vers la notice](#)

☛ Gestion de la formation 3.0 : améliorer la performance des collaborateurs avec le Learning Management System - 5ème édition

Lungu, Virgile - LE MANS : Gereso Editions, avril 2020

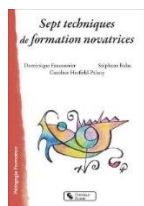


Le learning management system (LMS) est un outil de formation des ressources humaines qui permet la mise en place d'une pédagogie d'entreprise. L'étude dresse un état des lieux de cette notion, définit ses tenants et ses aboutissants, afin d'encourager la mise en place d'une gestion pertinente des talents présents au sein de l'entreprise et de favoriser l'enrichissement des compétences.

[Lien vers la notice](#)

☛ Sept techniques de formation novatrices

Fauconnier, Dominique, Balas, Stéphane, Harfield-Palany, Caroline - Chronique Sociale, octobre 2020



Les Sept techniques novatrices sont destinées à outiller tout formateur ou intervenant qui cherche des dispositifs simples à mettre en œuvre pour compléter ses propres interventions. Une présentation des évolutions socio-institutionnelles impactant le travail de formateur accompagnée de dispositifs pratiques pour réinventer son métier. Des expériences concrètes aident à se familiariser avec les sept techniques proposées, qui sont axées sur le langage et l'interaction avec les apprenants.

[Lien vers la notice](#)

☛ L'apprentissage des langues

Roussel, Stéphanie, Gaonac'h, Daniel, Paris : Retz (Collection « Mythes et réalités »), 18/01/2017



Une analyse des travaux scientifiques en didactique des langues, psycholinguistique, psychologie cognitive, science de l'éducation ou en neurosciences permettant d'évaluer la pertinence des mythes de l'enseignement des langues. Avec un bilan de la réalité sur le terrain et des pistes pour l'action en classe.

[Lien vers la notice](#)

Directeur de la publication : Gérard Puigdemont *Délégué académique à la formation continue.*

Responsable de la rédaction : Marie-Claire Cardoso *Responsable du CAFOC. Rédaction :* Amandine Vigne *Documentaliste au Centre académique de ressources (CAR). Avec la collaboration de :* Elsa Matilla *Chargée de mission ingénierie pédagogique et usages du numérique. Graphisme et mise en page :* Micheline Montout *Chargée de communication, Lionel Garcia Graphiste.*



PORTAIL DU CAR

 amandine.vigne@ac-versailles.fr

*Lettre optimisée pour une lecture sur écran, au format pdf et contenant des liens hypertextes.
Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer que si nécessaire.*